

Paysage syndical palestinien

TERRITOIRES DE 1948 (ISRAËL)

Le paysage syndical en Israël est dominé par la Histadrouth, le syndicat raciste qui ne défend que les travailleurs juifs alors que tous les travailleurs, juifs et palestiniens, sont obligés de lui payer une cotisation syndicale. Si le boycott de la Histadrouth est un impératif qui ne fait pas débat, qu'en est-il d'autres syndicats ou associations de défense des travailleurs basés en Israël ?

Dans les années 1990, ne pouvant pas bénéficier du statut officiel de syndicat, des associations de défenses des travailleur.se.s sont fondées, telle **Kav La Oved** (en 1991, <http://www.kavlaoved.org.il/en/>) ou le **Workers Advice Center** (WAC-MAAN, à la fin des années 1990, <http://www.wac-maan.org.il/en/>). Certaines associations défendent spécifiquement le droit des Palestiniens citoyens d'Israël, telles que le **Mossawa Center** (né en 1997 <http://www.mossawa.org/en/>) basé à Haïfa, ou **Sawt el-Amel** (La Voix du Travailleur, née en 2000).

En 2007 un petit syndicat israélo-palestinien est autorisé, **Koach la Ovdim** (<http://workers.org.il/english/>), et en 2010, l'ONG palestinienne Sawt el Amel devient le syndicat **Arab Workers Union**, basé à Nazareth (<http://arab-workers-union.org/en/>).

Ces organisations défendent les droits des travailleur.se.s, y compris les Palestiniens.ne.s et les migrants asiatiques, mais elles ne prennent pas explicitement (ou ne peuvent pas prendre) de positions politiques dans le **contexte du conflit israélo-palestinien**. Elles ne prennent pas en compte le fait que les Palestiniens sont une minorité dont l'État d'Israël colonise le territoire et viole le droit à l'autodétermination. Elles ne luttent pas au côté des Palestiniens.ne.s dans leur lutte pour leurs droits nationaux et ne soutiennent donc pas officiellement la campagne BDS. Pire, elles ne soutiennent pas des droits reconnus par l'ONU comme le droit au retour ou le droit à la résistance des Palestiniens.

TERRITOIRES DE 1967

AVANT OSLO : LA GFPLU

Avant les accords d'Oslo, la confédération syndicale palestinienne est la **General Federation of Palestinian Labour Unions** (aussi appelé General Federation of Unions, et sa première émanation en 1920 s'appelait la Arab Workers' association), liée à l'OLP et à Fatah. Elle syndicalise, potentiellement et théoriquement, tous les ouvriers palestiniens dans le monde, donc en Cisjordanie et Gaza bien sûr, mais aussi en territoire israélien "48", voire à l'étranger, en Jordanie, dans les pays du Golfe, ou ailleurs. Parmi les dirigeants de la General Federation, on trouve Mahmoud Ziadeh en 1982, qui fera 4 ans de prison pendant la première Intifada.

1993 : OSLO ET LA PGFTU

Comme dans tant d'autres domaines, le processus d'Oslo est une catastrophe pour le paysage syndical palestinien. La confédération syndicale palestinienne trouve un accord avec la Histadrouth israélienne: en échange d'une subvention (en fait la restitution de 50% des cotisations syndicales des ouvriers palestiniens d'Israël), elle accepte de limiter son champ syndical à la Cisjordanie et Gaza, abandonnant les Palestiniens "de 48" mais aussi ceux qui travaillent dans les colonies de Cisjordanie. Suite à cet accord, les travailleurs peuvent choisir entre trois options :

1) La **Palestinian General Federation of Trade Unions (PGFTU)** qui accepte cet accord. C'est LE syndicat hégémonique palestinien dans tous les secteurs, lié à l'autorité palestinienne et à l'OLP. Son président est Shaher Saed et il est basé à Naplouse. Il est affilié mondialement à la CSI (ITUC, comme... la Histadrouth !), et il revendique 300.000 membres en Cisjordanie et à Gaza.

2) La **General Union of Palestinian Workers (GUPW)**, aussi appelée parfois Palestinian Trade Union Federation, **PTUF**, à ne pas la confondre avec la General Union of Palestinian Women, la branche féminine de l'OLP. Elle prétend être indépendante, mais elle est encore liée au Fatah. Plus radicale que la

PGFTU, elle syndique les Palestiniens du monde entier (il existe une section du GUPW en Grèce par exemple). Son président est Haidar Ibrahim, et elle est affiliée mondialement à la FSM (WFTU). Aujourd'hui, sa direction vieillit, le syndicat décline et ne fait plus grand-chose...

3) Puisqu'aucune autre confédération syndicale indépendante n'est autorisée en Palestine à cette époque, plusieurs organisations *para-syndicales* se mettent en place, contestant le pouvoir autoritaire et assez peu démocratique de la PGFTU:

3a) le **Democracy and Workers' Rights Center (DWRC** <http://www.dwrc.org/>), basé à Ramallah, dont le président aujourd'hui est Niaz Shaja'ia, mais où l'on retrouve à l'époque Mahmoud Ziadeh qui proteste contre le déficit de démocratie au sein de la PGFTU. Le DWRC a le statut d'observateur à la CSI. Petit à petit, il devient une ONG, avec les problèmes qui accompagnent ce type d'évolution...

3b) des comités de travailleurs indépendants.

3c) des associations islamiques de défense des travailleurs comme la Islamic Workers' Association, proches du Hamas.

3d) dans certains secteurs ou dans certaines villes, il existe des syndicats indépendants, par exemple dans le secteur universitaire (**Palestinian Federation of Unions of University Professors and Employees**) ou, dans le secteur agricole, le **Union of Agriculture Workers Committees (UAWC** <http://uawc-pal.org/mainen.aspx>), ou le **Palestinian Farmers Union (PFU**, <http://www.pafu.ps/en>), issu dans les années 2000 de l'ONG PARC (Palestinian Agricultural Relief Committees, <http://www.parc.ps/>). Dans le même genre, un syndicat local s'est formé autour de Tulkarem: **Union of Workers Associations in the Food Industries and Agriculture / Tulkarem**.

2007 : LA PREMIÈRE CONFÉDÉRATION SYNDICALE INDÉPENDANTE, LA GFUI

En 2007 la première confédération syndicale indépendante se met en place. D'abord appelée la Federation of Independent and Democratic Trade Unions and Workers' Committees in Palestine (aussi parfois appelée Coalition of Independent Democratic Trade Unions), elle émane du DWRC, avec à sa tête Mohamed Arouri, et elle revendique 50.000 membres en Cisjordanie et Gaza.

Elle change plusieurs fois de nom (Federation of Independent Trade Unions, Independent Federation of Unions, General Federation of Independent Labor Unions, General Federation of Independent Trade Unions in Palestine etc.), mais elle s'appelle

aujourd'hui la **General Federation of Independent Unions (GFUI)**, et elle est basée à Ramallah. Son président est Mahmoud Ziadeh. On peut également signaler Wajih El Sheikh et Imad Temiza, le très actif président du syndicat des postiers de cette confédération, et elle revendique 20.000 membres dans divers secteurs (pharmacie, électricité, eau, agriculture, santé, poste, finance, universités...). Elle prend part à la campagne BDS, et elle fait partie du Réseau syndical international de solidarité et de lutte, avec Solidaires en France, CSP-Conlutas au Brésil, la CGT en Espagne etc.

2016 : NOUVELLES ORGANISATIONS INDÉPENDANTES

En 2010, une explosion a lieu dans une usine de produits chimiques d'une colonie israélienne de Cisjordanie, proche de Tulkarem, causant la mort de cinq Palestiniens. Les travailleurs s'organisent seuls, demandent l'amélioration de leurs conditions de travail et obtiennent gain de cause après une longue grève de 6 mois. Renforcée par cette victoire, une organisation se met en place et s'étend progressivement à plusieurs zones de Cisjordanie, et à plusieurs secteurs de travail (agriculture, pêche, alimentation, textile, industrie, service public, construction, tourisme, secrétariat, transport, finance...). En mars 2016, cette nouvelle confédération indépendante obtient le titre de syndicat sous le nom de **New Federation of Trade Unions (NFTU**, <https://newunions.wordpress.com/>), avec Mohamed Jawabreh à sa tête, mais aussi Mohamed Blaidi et Hanan Salman. Ils sont soutenus par l'organisation Stop The Wall qui leur fait bénéficier de son réseau dans le monde, en particulier la CUT au Brésil, Unison en Grande Bretagne et la LO en Norvège.

En 2013, un **comité d'enseignants de Bethléem** indépendant de tout syndicat négocie des conditions de travail qui ne sont jamais appliquées par l'Autorité Palestinienne. En février 2016, via les réseaux sociaux, la plus grande lutte sociale qu'ait jamais connu la Cisjordanie démarre par une grève de 5 semaines, rassemblant jusqu'à 80% des enseignants du pays, organisés en comités de lutte, culminant le 7 mars dans une manifestation de 35.000 personnes à Ramallah, et obtenant gain de cause fin mars.

La patience envers l'Autorité Palestinienne a trop duré, et cette mobilisation « par le bas » préfigure peut-être une nouvelle forme d'engagement syndical en Palestine, après tant de déceptions venant d'organisations engluées dans la bureaucratie et la corruption...



Palestinian Trade Union Landscape

1948 TERRITORIES (ISRAEL) 1967 TERRITORIES

The trade union landscape in Israel is dominated by the Histadrut, the racist union that defends only Jewish workers, even though all workers, Jewish and Palestinian, are forced to pay dues to this union. If boycotting the Histadrut is imperative and not debatable, what about other unions or associations for the defense of Israel-based workers?

In the 1990s, although without the official status of trade unions, workers' rights associations were founded, such as **Kav La Oved** (in 1991 <http://www.kavlaoved.org.il/en/>) and the **Workers Advice Center** (WAC-MAAN, in the late 1990s, <http://www.wac-maan.org.il/en/>). Some associations specifically defend the rights of Palestinian citizens of Israel, such as the **Mossawa Center** (formed in 1997 <http://www.mossawa.org/en/>) based in Haifa, and **Sawt el-Amel** (the Worker's Voice, formed in 2000).

In 2007 a small Israeli-Palestinian trade union was authorized, **Koach la Ovdim** (<http://workers.org.il/english/>), and in 2010, the Palestinian NGO Sawt el Amel became the **Arab Workers Union**, based in Nazareth (<http://arab-workers-union.org/en/>).

These organizations defend workers rights, including Palestinians and Asian migrants, but they do not explicitly take (or cannot take) political positions in **the context of the Israeli-Palestinian conflict**. They do not take into account that Palestinians are a minority whose territory is colonized and whose right to self-determination is violated by the Israeli state. They are not fighting alongside Palestinians in their struggle for their national rights and do not officially support the BDS campaign. Worse, they do not support rights recognized by the UN, such as the right of return, or the Palestinians' right to resist.

BEFORE OSLO: GFPLU

Before the Oslo accords, *the* Palestinian union federation was the **General Federation of Palestinian Labour Unions** (also called General Federation of Unions, with its first incarnation in 1920 called the Arab Workers' Association), linked to the PLO and Fatah. It unionized – potentially and theoretically – all Palestinian workers in the world, including on the West Bank and Gaza of course, but also in Israeli “48” territory, and even abroad, in Jordan, the Gulf states, and elsewhere. Among the leaders of the General Federation, we find Mahmoud Ziadeh in 1982, which would serve four years in prison during the first intifada.

1993: OSLO AND THE PGFTU

As was the case in so many other areas, the Oslo process was a disaster for Palestinian trade unions. The Palestinian union federation reached an agreement with the Israeli Histadrut: in exchange for subsidies (actually the restitution of 50% of union dues from Palestinian workers in Israel), it agreed to limit its trade union field to the West Bank and Gaza, abandoning the Palestinians “of 48”, as well as those working in West Bank settlements. Following this agreement, unionists had three options to choose from:

- 1) The **Palestinian General Federation of Trade Unions (PGFTU)**, which accepted the agreement. It is THE hegemonic Palestinian union in all sectors, linked to the Palestinian Authority and the PLO. Its president is Shaher Saed and it is based in Nablus. It is affiliated with the ITUC (as is the Histadrut!), and it boasts 300,000 members in the West Bank and Gaza.
- 2) The **General Union of Palestinian Workers (GUPW)**, also sometimes called Palestinian Trade Union Federation, **PTUF**, not to be confused with the General Union of Palestinian Women, the female branch of the PLO). It claims to be independent but is still linked to Fatah. More radical than the PGFTU, it unionizes Palestinians around the world (for instance,

there is a section of GUPW in Greece). Its president is Ibrahim Haidar, and it is affiliated with the WFTU. Today its leadership is aging, the union is in decline, and its achievements are minimal.

3) Since no other independent union federation was allowed in Palestine at that time, various union-like organizations were formed, challenging the authoritarian and not very democratic power of the PGFTU:

3a) the **Democracy and Workers' Rights Center (DWRC)** (<http://www.dwrc.org/>), based in Ramallah, whose current president is Niaz Shaja'ia. At the time, its president was Mahmoud Ziadeh, who protested against the lack of democracy in the PGFTU. The DWRC has observer status in ITUC. Gradually, it has become an NGO, with all the typical ensuing problems.

3b) independent workers committees

3c) Islamic workers' rights associations, such as the Islamic Workers' Association, closely affiliated with Hamas

3d) in some areas and some cities, there are independent labor unions, for example in the university sector (the **Palestinian Federation of Unions of University Professors and Employees**) and, in the agricultural sector, the **Union of Agriculture Workers Committees (UAWC)** (<http://UAWC-pal.org/mainen.aspx>) and the **Palestinian Farmers Union (PFU)**, (<http://www.pafu.ps/en>), an early 21st century offshoot of the PARC NGO (Palestinian Agricultural Relief Committees, <http://www.parc.ps/>). In the same vein, a local union was formed around Tulkarem: the **Union of Workers Associations in the Food Industries and Agriculture / Tulkarem**.

2007: THE FIRST FEDERATION OF INDEPENDENT UNIONS, THE GFU

In 2007 the first independent trade union federation was established. Initially called the Federation of Independent and Democratic Trade Unions and Workers' Committees in Palestine (also sometimes called the Coalition of Independent Democratic Trade Unions), it is an offshoot of the DWRC, headed by Mohamed Arouri, and it boasts 50,000 members in the West Bank and Gaza.

It has changed names several times (Federation of Independent Trade Unions, Independent Federation of Unions, General Federation of Independent Labor

Unions, General Federation of Independent Trade Unions in Palestine etc.), but is now called the **General Federation of Independent Unions (GFU)** and is based in Ramallah. Its president is Mahmoud Ziadeh. Also of particular importance are Wajih El Sheikh and Imad Temiza, the very active president of the Palestinian Postal Service Workers Union of this confederation, which claims 20,000 members in various sectors (pharmaceuticals, electricity, water, agriculture, health, postal service, finance, universities, and more). It is an active partner in BDS and is part of the international labor network of solidarity and struggle, together with Solidaires in France, CSP-Conlutas in Brazil, CGT in Spain etc.

2016: NEW INDEPENDENT ORGANIZATIONS

In 2010, an explosion occurred in a chemical plant of an Israeli settlement in the West Bank, near Tulkarem, killing five Palestinians. In reaction, workers organized, demanding better working conditions, and after a lengthy six-month strike, were able to claim a certain success. Strengthened by this victory, an organization was formed and gradually extended to several areas of the West Bank, and a number of working sectors (agriculture, fisheries, food, textiles, industry, public service, construction, tourism, secretarial, transportation, finance, and others). In March 2016, this new independent federation obtained the title of a trade union under the name the **New Federation of Trade Unions (NFTU)**, (<https://newunions.wordpress.com/>), with Mohamed Jawabreh at its head, seconded by Mohamed Blaidi and Hanan Salman. They are supported by the organization Stop the Wall and its worldwide network, especially the CUT in Brazil, Unison in the UK, and the LO in Norway.

In 2013, a **committee of Bethlehem teachers**, independent from any union, negotiated working conditions that the Palestinian Authority failed to implement. In February 2016, through social networks, the largest social struggle that the West Bank has ever experienced started with a five-week strike, bringing together up to 80% of teachers in the country, organized into struggle committees, culminating on March 7 in a demonstration involving 35,000 people in Ramallah, and a successful outcome at the end of March.

Patience with the Palestinian Authority has worn thin, and this mobilization "from below" could herald a new form of union involvement in Palestine, after so many disappointments resulting from organizations mired in bureaucracy and corruption.